



BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR
DIRECTION DES ETUDES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Etude sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar

INSTAT

INSTITUT
NATIONAL
DE LA STATISTIQUE

JANVIER 2014

Cette étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de l'INSTAT.

Cette équipe a été dirigée par :

M. RAVELOMANANTSOA Paul Gérard, Directeur Général de l'INSTAT

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

Les analystes :

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

M. RAJAobelina Jimmy, Ingénieur Statisticien

M. RANDRIANATOANDRO Tahiana, Ingénieur Statisticien

M. RAKOTOMANANA Delphin Marius, Assistant

M. RAKOTONANAHARY Onjaniana, Assistant

Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction des Etudes et des Relations Internationales de la Banque Centrale de Madagascar :

M. ANDRIAMIHARISOA André, Directeur

M. BELALAHY Aubin Aurore, Fondé de Pouvoirs

Mme LIVA, Chef de Service

Mme RABESON Valérie, Chef de Service

M. RAZAFINDRAKOTO Herilanto, Chef de Service

Mme RABESOA Oniharilanto, Attachée de Direction

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
Liste des graphiques	4
Liste des tableaux	4
Introduction.....	5
Résumé exécutif	6
Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers.....	8
1-1. Flux des investissements directs étrangers.....	8
1-1-1. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité.....	9
1-1-2. L'origine des flux d'IDE.....	12
1-1-3. Prévion des flux d'IDE pour le 1 ^{er} semestre 2013.....	14
1-1-4. Les dividendes distribués en 2012	15
1-2. Stocks des investissements directs étrangers.....	16
1-2-1. Evolution globale du stock d'IDE.....	16
1-2-2. Le stock d'IDE par branches d'activité	17
1-2-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE	17
1.3. Les flux des investissements de portefeuille (IPF) en 2012.....	18
1.4. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers	19
1-5. Environnement des affaires des entreprises d'IDE	23
1.5.1. Atouts et handicaps de Madagascar	23
1.5.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs.....	25
CHAPITRE II : Les entreprises à Investissements Directs Etrangers du secteur industriel	26
2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers.....	26
2.2. Volume de la production industrielle.....	27
2.2.1. Volume de la production industrielle par division	27
2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse	30
2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)	30
2.3.1. Méthodologie : Rappel	31
2.3.2. La structure du tissu industriel	31
2.3.3. L'Indice de Production Industrielle par division	32
2.3.4. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse	34
2.4. Les coûts de production des entreprises	35
ANNEXES.....	38
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête	38
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI).....	44
Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût	46

Liste des graphiques

Figure 1. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012.	8
Figure 2. Contribution des branches dans le flux d'IDE en 2012.....	11
Figure 3. Répartition du flux d'IDE Français à Madagascar par branche d'activité en 2012.....	12
Figure 4. Répartition du flux d'IDE mauriciens à Madagascar par branche d'activité en 2011.	13
Figure 5. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2012	16
Figure 6. Flux d'IPF par Pays en 2012 (en %).....	19
Figure 7. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards d'ariary) de 2006 à 2012.....	28

Liste des tableaux

Tableau 1. Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2012 ...	9
Tableau 2. Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2006 et 2012 (en milliards d'ariary).....	10
Tableau 3. Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)	12
Tableau 4. Préviation du flux d'IDE selon la branche d'activité au 1 ^{er} semestre 2012	14
Tableau 5. Les dividendes payés selon le pays de résidence des investisseurs en 2012	15
Tableau 6. Les dividendes payés par branche en 2012 (en milliards d'ariary)	15
Tableau 7. Le stock d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2012 (en milliards d'ariary)	17
Tableau 8. Le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2012	18
Tableau 9. Flux d'IPF par branche d'activité en 2012	18
Tableau 10. Chiffre d'affaires, VA et Emplois générés par les entreprises à investissement étranger	19
Tableau 11. Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail	20
Tableau 12. Répartition du CA, de la VA et de l'emploi des entreprises à capitaux étrangers en 2012....	22
Tableau 13. Solde d'opinion des dirigeants sur quelques facteurs.....	23
Tableau 14. Les principaux atouts de Madagascar	24
Tableau 15. Les principaux handicaps de Madagascar	24
Tableau 16. Evolution des activités en 2012	25
Tableau 17. Facteurs limitant le développement des activités au cours de l'année 2010	25
Tableau 18. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en 2012	27
Tableau 19. Répartition du volume de la production industrielle en 2012 (En %)	29
Tableau 20. Répartition du volume de la production industrielle en 2012	30
Tableau 21. Evolution structurelle du tissu industriel.....	32
Tableau 22. Evolution semestrielle de l'IPI par division (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile))	33
Tableau 23. Evolution semestrielle de l'IPI par nomenclature de synthèse (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile)).....	34
Tableau 24. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité.....	36
Tableau 25. Structure des coûts de production des entreprises (en %)	37

Introduction

Ce rapport fait état de l'évolution des investissements directs étrangers (IDE) reçus par l'économie malagasy. Il rassemble, à cet effet, des éléments permettant d'apprécier, non seulement, la situation des IDE sous différentes formes, mais également, l'évolution de la production et des coûts de production unitaire des entreprises manufacturières à participation étrangère. Il intègre également l'analyse des atouts et faiblesses du pays, ceci du point de vue des chefs d'entreprise, concernant l'environnement des affaires. Ce point permet d'estimer l'attractivité de Madagascar, et de confirmer ou réorienter nos politiques en matière d'investissement.

Il est à remarquer que, depuis quelques parutions, le rapport essaie de donner, non seulement, l'évolution des IDE, mais également, d'apporter des éléments de réponse sur l'apport des IDE dans l'économie du pays. Cette parution donne en outre une analyse comparative des IDE de Madagascar par rapport au Reste du Monde.

Les analyses et les données disponibles à travers ce rapport sont basées sur l'enquête auprès des entreprises à capitaux étrangers menée conjointement par l'Institut National de la Statistique et la Banque Centrale de Madagascar. Toutefois, pour le traitement des non réponses, des données primaires issues de la Banque Centrale sur les paiements internationaux via le circuit bancaire, ont été exploitées.

Il est à rappeler aux lecteurs que cette enquête est menée périodiquement pour les besoins de la confection de la balance de paiement, mais aussi pour les nécessités d'information en matière de politique économique et monétaire. Ce rapport se base donc sur l'enquête réalisée au cours du premier semestre 2013 et rapporte les réalisations durant l'année 2012 et les prévisions du premier semestre de 2013.

Deux évènements en opposition en termes d'impact sur l'économie malgache ont été observés au cours de ces dernières années : (i) le démarrage des deux grands projets miniers que sont l'exploitation de l'ilménite à Taolagnaro, et des cobalts et nickel à Ambatovy dans l'Est du pays et (ii) la crise politique vécue depuis le début de l'année 2009. Si le premier a fait passer à plus de 10 pour cent du PIB les flux d'IDE depuis 2007, le second a freiné la croissance économique depuis 2009.

En ce sens, le présent rapport continue de renseigner sur le comportement des investisseurs étrangers, ainsi que son impact sur l'économie nationale en général et sur la production des entreprises manufacturières en particulier.

Le rapport s'articulera autour de deux volets :

Le premier volet concernera les IDE (chiffres définitifs 2012 et provisoires pour le 1^{er} semestre 2013). Il sera question, en premier lieu, de l'évolution du flux d'IDE sera au centre de l'étude. Cette partie répond aux interrogations sur le comportement des investisseurs étrangers face à la crise qui prévaut depuis quelques années. En deuxième lieu, nous ferons un examen de la présence étrangère dans l'économie, à travers les analyses du stock d'IDE, dont une analyse approfondie permettra d'identifier les secteurs attractifs et les pays acteurs.

Le deuxième volet traitera de la production des entreprises industrielles à investissements directs étrangers. Il fait état de l'évolution de la production durant l'année 2012, du 1^{er} semestre 2013 et des prévisions pour le second semestre, ainsi que de l'évolution des coûts de production.

Résumé exécutif

Le flux d'investissements directs étrangers entrants est évalué à 1 964,2 milliards d'ariary en 2012 alors qu'il était de 1 639,9 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse de 19,8 pour cent en monnaie locale.

Pour le premier semestre 2013, les *prévisions* des chefs d'entreprise ont permis d'estimer 718,2 milliards d'ariary de flux attendu. Ce qui représente 36,6 pour cent de la réalisation de l'année 2012.

La part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants en Afrique s'est stabilisée durant les années 2010 à 2012, et a tourné autour de 1,8 pour cent. Elle reste néanmoins loin de sa performance enregistrée en 2009.

Par poste d'IDE, les flux du capital social et des bénéfices réinvestis ont évolué positivement par rapport à 2011. Le flux du capital social est de 56,5 milliards d'ariary en 2012, contre 49,3 milliards d'ariary en 2011, et celui des bénéfices réinvestis est passé de 32,7 milliards d'ariary en 2011 à 75,8 milliards d'ariary en 2012.

Par branche d'activité, outre la baisse des flux enregistrée dans la branche « *activités extractives* », l'année 2012 a été surtout marquée par des performances réalisées par les entreprises dans la branche « *activités financières* », « *télécommunication* » et celle de la « *Pêche et aquaculture* ». En effet, par rapport à la situation de 2011, les flux reçus dans les branches « *activités financières* » et « *télécommunication* » ont triplé en 2012, tandis que dans la branche « *Pêche et aquaculture* », le flux a été multiplié par six. Ces fortes hausses sont en relations avec les augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérant dans ces branches.

Quant à la provenance des capitaux, en 2012, les cinq premiers pays investisseurs sont le Canada, l'Île Maurice, la France, la Chine et les Etats Unis. Ce sont ceux qui opèrent dans les grands projets miniers, les activités financières, la télécommunication et les activités de fabrication.

Quant à la performance des entreprises d'investissement direct étranger, leurs chiffres d'affaires se sont élevés à 3 992,3 milliards d'ariary en 2012, contre 3 697,2 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse de 8,0 pour cent. La valeur ajoutée créée en 2012 a augmenté de 9,3 pour cent par rapport à l'année précédente. Elle est due principalement à l'augmentation de la production et à la diminution des intrants. L'emploi affiche également une hausse qui est estimée à 5,1 pour cent.

La branche « *Activité de fabrication* » est analysée de manière plus détaillée dans la deuxième partie du présent rapport à travers l'Indice de Production Industrielle (IPI), l'indice par excellence pour l'étude de ce type de branche. Cette analyse trouve son intérêt dans le fait que le secteur industriel constitue un élément essentiel de l'économie.

Pour l'année 2012, la baisse du flux d'IDE dans le secteur industriel s'est accompagnée d'une diminution du niveau de production de l'ordre de 10,6 pour cent par rapport à l'année 2011. Les raisons principales évoquées par les dirigeants d'entreprises sont entre autres la stabilité politique et la baisse de la demande. Au vu des résultats provisoires pour l'année 2013, la situation resterait insatisfaisante malgré la performance de quelques industries, notamment par rapport à l'année 2012.

Pour contrecarrer cette baisse de la production, les entreprises industrielles ont eu tendance à la minimisation des coûts de production.

Ainsi, en 2012, l'indice de production par unité de coût s'est accru de 0,36 point par rapport à l'année 2011, traduisant une hausse de la production pour une même unité de coût. Cet indice a été précisément de 1,79 en 2012 contre 1,43 en 2011, tout type d'activité confondu.

Enfin, en ventilant les coûts de production des entreprises du secteur secondaire, deux tendances opposées ont pu être observées depuis l'année 2009.

Une première reflète la diminution d'année en année du poids des intrants dans les charges liées à la production. De 69,4 pour cent en 2009, la part de charges correspondant aux intrants est passé à 59,8 pour cent en 2012 et à 54,6 pour cent au premier semestre 2013.

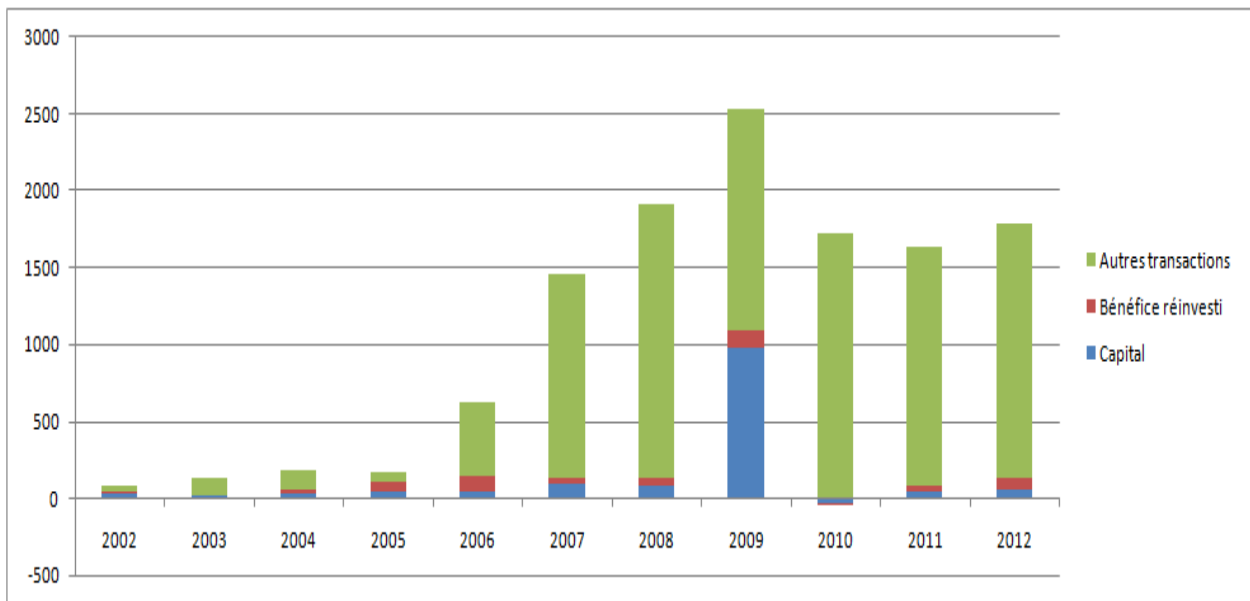
Une seconde tendance évoque l'accroissement soutenu des « autres achats de service » dans les charges liées à la production des entreprises. Cette rubrique englobe entre autres les transports de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, les frais de location et de location à bail, les achats de services d'entretien et de réparations, les frais pour tous services professionnels et les primes d'assurance. Pour l'année 2012, près d'un quart des dépenses y ont été consacrées et au premier semestre 2013, cette proportion avoisine un tiers. En 2009, ce poste ne concernait que 17,2 pour cent des dépenses totales liées à la production.

Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers

1-1. Flux des investissements directs étrangers

Le flux des IDE entrants met en relief l'entrée de financement en provenance d'économies du reste du monde au cours d'une période donnée vers le secteur productif. L'analyse des flux permet de cerner le dynamisme de l'économie du pays. Ce paragraphe abordera ainsi l'analyse des flux d'IDE entrants en 2012, avec une prévision pour le 1^{er} semestre 2013. Il sera question de la nature des financements, de leurs origines et des branches d'activités bénéficiaires.

Figure 1. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012.



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Le flux d'investissements directs étrangers entrants est évalué à 1964,2 milliards d'ariary en 2012 alors qu'il était de 1 639,9 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse de 19,8 pour cent en monnaie locale, due essentiellement à l'augmentation du flux dans le poste « *autres transactions* ». Ce dernier a accusé une hausse de 17,6 pour cent par rapport à l'année précédente. Il faut remarquer que ce poste est composé surtout des dettes envers les actionnaires ou le groupe.

En analysant par poste d'IDE, les flux du capital social et des bénéfices réinvestis en 2012 ont augmenté de 14,5 pour cent par rapport à 2011. Le flux du capital social a été de 56,5 milliards d'ariary en 2012, contre 49,3 milliards d'ariary en 2011 et celui des bénéfices réinvestis est passé de -32,7 milliards d'ariary en 2011 à 75,8 milliards d'ariary en 2012, soit une hausse de 131,4 pour cent. L'évolution positive du capital social est due principalement aux apports des entreprises d'investissement directs étrangers créées au cours de l'année 2011. Malgré la crise, certains investisseurs étrangers ont préféré réaliser leur programme d'investissement dans le pays.

Il y a lieu de noter qu'exprimés en monnaie étrangère (dollars US), les flux d'IDE ont enregistré une hausse plus légère de 10,5 pour cent, soit 894,9 millions de dollars US, contre 809,8 millions de dollars

US en 2011. La différence de cette augmentation en monnaie étrangère par rapport à la monnaie locale est due principalement à la dépréciation de la monnaie malgache sur cette période.

Tableau 1. Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2012

Rubriques	2009	2010	2011	2012
Madagascar (en milliards de dollars US)	1,3	0,8	0,8	0,8
Ensemble du Monde (en milliards de dollars US)	1 198,0	1 409	1 652	1 351
Pays en Développement (en milliards de dollars US)	606,2	637	735	703
Afrique (en milliards de dollars US)	52,6	44,0	48	50
<i>Part de Madagascar dans le Monde (en %)</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,1%</i>
<i>Part de Madagascar dans les Pays en développement (en %)</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,1%</i>
<i>Part de Madagascar en Afrique(en %)</i>	<i>2,5%</i>	<i>1,8%</i>	<i>1,7%</i>	<i>1,6%</i>

Source : Enquête IDE/IPF 2011/2012/2013, BCM/INSTAT et CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2013.

Selon le rapport du CNUCED en 2013, l'investissement étranger direct (IED) mondial a chuté de 18 % pour s'établir à 1 350 milliards de dollars en 2012. Cette diminution est due essentiellement à la fragilité économique et aux orientations incertaines d'un certain nombre de grands pays qui ont incité les investisseurs à la prudence. Malgré la récession mondiale, les pays du groupe BRICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) sont restés les principales sources d'IED parmi les pays émergents investisseurs. Les flux en provenance de ces cinq pays sont passés de 7 milliards de dollars en 2000 à 145 milliards de dollars en 2012, représentant 10 % du total mondial. Leurs transactions sont de plus en plus actives, notamment en Afrique.

Il est à remarquer que le flux d'IDE de l'Afrique a légèrement augmenté. Le cas de Madagascar n'a pas suivi cette tendance, due à la dépréciation de la monnaie nationale. En effet, la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants en Afrique tend à diminuer légèrement entre 2011 et 2012, en passant de 1,7 pour cent à 1,6 pour cent.

1-1-1. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité

Outre la baisse des flux enregistrée dans la branche « *activités extractives* », l'année 2012 a été surtout marquée par des performances réalisées par les entreprises dans la branche « *activités financières* », « *télécommunication* » et celle de la « *Pêche et aquaculture* ». En effet, par rapport à la situation de 2011, les branches « *activités financières* » et « *télécommunication* » ont respectivement vu leurs flux doubler et tripler en 2012, et dans la branche « *Pêche et aquaculture* », le flux reçu a été multiplié par six. Ces fortes hausses ont été principalement dues aux augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérant dans ces branches.

Tableau 2. Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2006 et 2012 (en milliards d'ariary)

<i>Branche</i>	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	-4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3	10,1
Pêche, aquaculture	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3	41,7
Activités de fabrication	15,6	1	99,6	41,5	137	93,6
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	4	-2,5	0,3	0,2	3,8	1,1
Construction et BTP	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9	0,5
Commerce	0,9	42,4	30,9	18,4	34	48,7
Hôtels et restaurants	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8	6,0
Transports	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7	30,0
Activités financières	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4	532,5
Immobilier et services aux entreprises	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8	31,6
Distribution pétrolière	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8	14,3
Télécommunication	28,9	147,8	85,8	16,5	72	222,9
Autres			0,2	-0,1	0	-
TOTAL hors « extractives »	570,7	277,3	462,7	329,1	639,3	1 032,9
<i>Activités extractives</i>	<i>886,2</i>	<i>1 637,5</i>	<i>2 069,8</i>	<i>1 360,0</i>	<i>1 000,6</i>	<i>750,5</i>
TOTAL	1 456,9	1 914,8	2 532,5	1 689,1	1 639,9	1 783,4

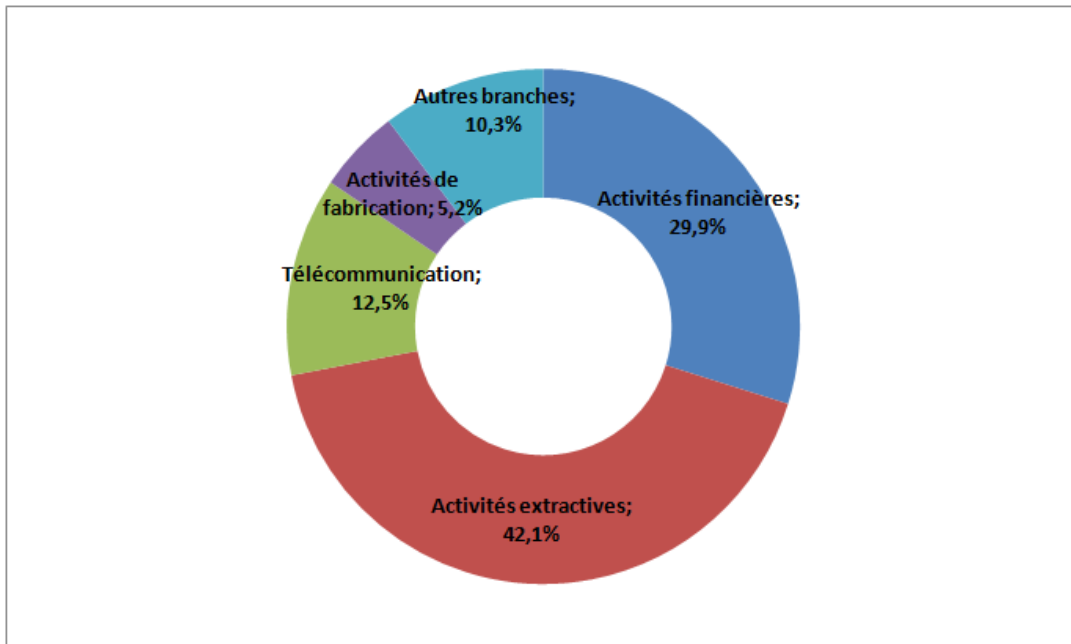
Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

En termes d'évolution, le flux d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a continué de baisser depuis 2010. En 2012, cette baisse a été de 24,5 pour cent par rapport à l'année précédente. Cette situation est en rapport avec la fin des grands investissements dans le secteur minier. En effet, QMM et SHERITT sont déjà entrées dans la phase d'exploitation. Ainsi, l'on a également enregistré une baisse du dividende, baisse inscrite dans la stratégie de prudence de Sherritt par rapport à la chute des prix des matières premières et surtout pour le besoin de cash à court terme du groupe. Toutefois, cette branche « *activités extractives* » demeure pourvoyeuse d'IDE et se retrouve en première position (38,2% du total). Selon le rapport « *Perspectives économiques en Afrique 2012* », le secteur minier reste le principal moteur de la croissance en 2012 et 2013 avec l'entrée en production du plus grand projet minier du pays (Ambatovy)¹.

A remarquer également qu'en 2012 et par rapport aux réalisations de 2011, **autres les branches les plus pourvoyeuses d'IDE citées ci-dessus, trois autres branches comme les «Transport», «pêche et aquaculture» et «Hôtel et restaurant» ont fait des progressions remarquables**, leurs niveaux des flux d'IDE ont été multipliés respectivement par 8,1 ; 5,7 et 3,3.

¹ BAD/CEA/OCDE/PNUD. *Perspectives économiques en Afrique 2012, Année 2012.*

Figure 2. Contribution des branches dans le flux d'IDE en 2012



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

En 2012, si les flux d'IDE enregistrés dans les deux branches « *télécommunication* » et « *activités financières* » ont respectivement triplé et doublé, ces deux branches ont généré 42,4 pour cent du flux total d'IDE en 2012 contre 19,4 pour cent en 2011. En incluant la branche « *activités extractives* », ces trois branches ont généré 84,3 pour cent du flux d'IDE en 2012. A noter qu'en 2012, la part des branches « *hors activités extractives* » a été de 57,9 pour cent, contre 39 pour cent en 2011.

1-1-2. L'origine des flux d'IDE

En 2012, les cinq premiers pays investisseurs sont :Canada, Île Maurice, France, Chine et Etats Unis. Ce sont ceux qui opèrent dans les grands projets miniers, les activités financières, la télécommunication et les activités de fabrication.

La France se trouvait au sixième rang en 2009, puis au quatrième rang en 2010, et au troisième rang en 2011 et 2012, en enregistrant respectivement des flux d'IDE de 293,3 milliards d'ariary et de 425 milliards durant ces deux dernières années. Le flux d'IDE de la France a donc triplé par rapport au niveau de 2010.

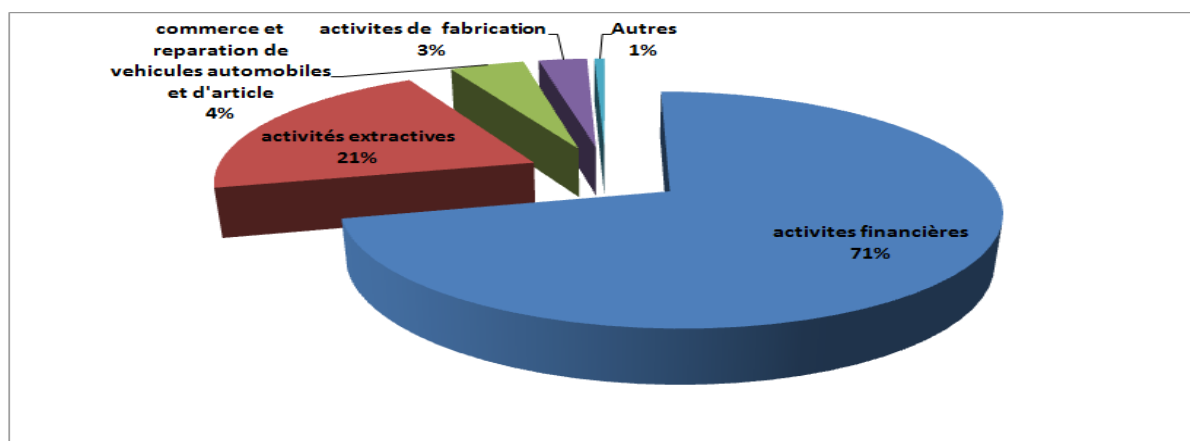
Tableau 3. Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
France	272,6	291,8	112,6	153,4	293,3	425,0
Maurice, île	228,6	279,9	254,6	58,8	389	398,2
Canada	482,2	927,4	682,1	512,1	502,3	504
Etats-Unis	49,6	71,6	109,8	5,7	154	70,8
Royaume-Uni	949,8	1 912,2	449,1	16,5	75,7	25
Chine	66,9	66,4	17,6	127,9	129,3	85,6
Japon	469,6	575,9	462,5	362,4	2,7	3,0
Corée du Sud	304,8	403,2	468,6	347,6	2,6	5,0
Italie	173,8	174,7	30,9	36,5	-3,3	40,3
Autres	417,5	627	-55,3	68,2	94,3	226,5
TOTAL	3 415,4	5 330,1	2 532,5	1 689,1	1 639,9	1 783,4

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

En 2012, les IDE de la France se sont orientés principalement vers les « activités financières », « activités extractives » et « commerce ».

Figure 3. Répartition du flux d'IDE Français à Madagascar par branche d'activité en 2012.

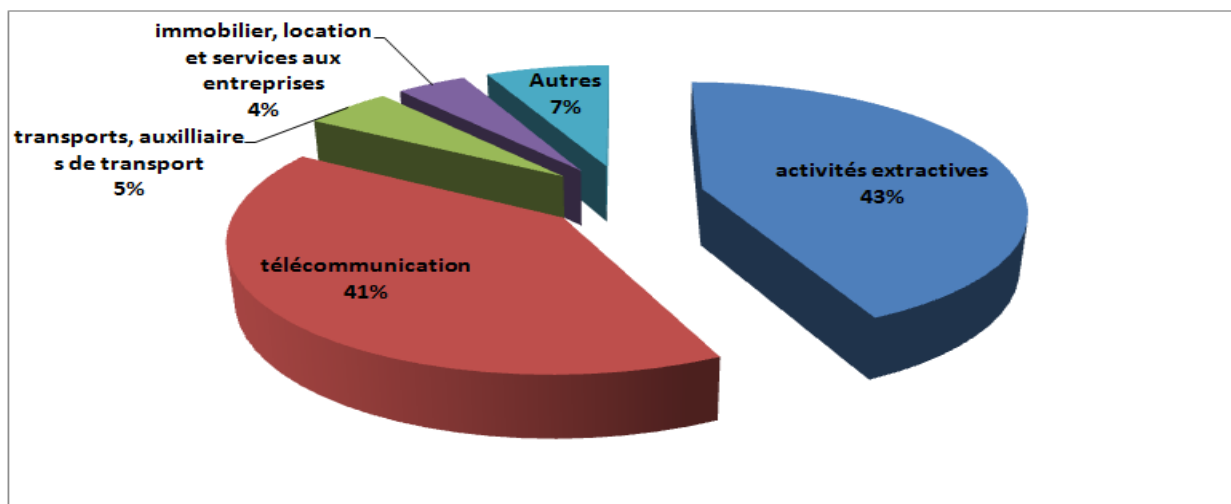


Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Pour les flux d'IDE en provenance des investisseurs mauriciens, une hausse non négligeable des flux a été enregistrée en 2012 par rapport à l'année 2011. La variation entre les deux années a été de +2,4 pour cent. En comparant avec la situation de l'année 2008, le flux d'IDE de l'île Maurice est resté sur une dynamique positive avec une hausse de 42,3 pour cent. En termes de moyenne, une entreprise

à capitaux mauriciens a reçu en moyenne 5,7 milliards d'ariary. La branche « *activités extractives* » est le principal bénéficiaire des flux d'IDE mauriciens, avec une part de 43 pour cent. La 2nde branche bénéficiaire est la « *télécommunication* » avec 41 pour cent des flux. Ensuite, l'on a « *transport et auxiliaires de transport* » (5%), et des « *immobiliers, location et services aux entreprises* » (4%).

Figure 4. Répartition du flux d'IDE mauriciens à Madagascar par branche d'activité en 2012.



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

En ce qui concerne les flux d'investissements directs étrangers du Canada à Madagascar, ceux-ci ont été de 504 milliards d'ariary en 2012 contre 502,3 milliards d'ariary en 2011, soit une légère hausse de 0,3 pour cent. L'apport du Canada dans l'ensemble du flux d'IDE a été de 25,7 pour cent en 2012 et de 30,6 pour cent en 2011. Cette diminution des flux est en rapport avec la fin des grands investissements liés au projet d'Ambatovy. A noter que presque la totalité des flux d'IDE Canadien se concentre dans la branche « *activités extractives* ».

Pour ce qui est des investisseurs américains, ils se placent au cinquième rang avec une part de 3,6 pour cent dans les flux totaux des IDE entrants à Madagascar. Sur le plan sectoriel, les investissements dans les branches « *activité financière* » et « *activités extractives* » ont été prépondérants pour les américains en 2012.

Concernant les investisseurs du Royaume-Uni, ils n'ont pas été plus actifs par rapport aux années antérieures, leurs apports ont été de 1,3 pour cent, contre respectivement 4,6 pour cent en 2011 et 17,7 pour cent en 2009. Ce phénomène est principalement lié à la fin des investissements de QMM, qui est dorénavant dans sa phase d'exploitation.

Il faut remarquer la quasi-stabilité de la présence des investisseurs chinois en termes de flux pour l'année 2012 par rapport aux années précédentes. Le poids du flux d'IDE en provenance de la Chine est de 4,4 pour cent en 2012, contre 7,9 pour cent en 2011 et 7,6 pour cent en 2010. En 2012, ces flux d'IDE sont concentrés dans les branches « *activités fabrications* », « *activités extractives* » et « *commerce* ».

Les flux d'IDE en provenance des investisseurs japonais demeurent stagnants au cours des deux dernières années, mais ils sont en recul par rapport aux années précédentes, ils représentent en moyenne 0,5 milliards d'ariary, par investisseur, en 2012.

Enfin, concernant les flux en provenance des investisseurs Italiens, on constate une augmentation des investissements, principalement dans la branche « *immobiliers, location et services aux entreprises* ».

1-1-3. Prévision des flux d'IDE pour le 1^{er} semestre 2013

Les chefs d'entreprise ont été interrogés sur leurs intentions de recourir ou non au financement de type IDE, c'est-à-dire en provenance des actionnaires détenant plus de 10 pour cent du capital ou des entreprises sœurs appartenant au même groupe. Le tableau suivant donne les résultats des premières estimations.

Tableau 4. Prévision du flux d'IDE selon la branche d'activité au 1^{er} semestre 2013

<i>Branche</i>	<i>1er semestre 2013 (en milliards d'ariary)</i>
Agriculture	0,7
Pêche, aquaculture	0,0
Activités de fabrication	11,7
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,0
Construction et BTP	0,2
Commerce	10,1
Hôtels et restaurants	1,7
Transports	0,0
Activités financières	53,9
Immobilier et services aux entreprises	0,2
Distribution pétrolière	306,6
Télécommunication	21,0
Autres	0,0
TOTAL hors « extractives »	406,2
Activités extractives	312,0
TOTAL	718,2

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

L'enquête a permis d'estimer à hauteur de 718,2 milliards d'ariary le flux attendu pour le 1^{er} semestre 2013. Ce qui représente 36,6 pour cent de la réalisation de l'année 2012. Les flux d'IDE au premier semestre 2013 dans les branches « activités extractives » et « *Distribution pétrolière* » seraient respectivement de 312 milliards d'ariary et de 306,6 milliards d'ariary, soient 43,4 et 42,7 pour cent du flux total. La première branche resterait toujours parmi les pourvoyeuses des flux d'IDE entrant de Madagascar. Les flux en provenance des investisseurs ayant des intérêts durables dans des entreprises exerçant au niveau de la branche « *distribution pétrolière* » pourraient par ailleurs être en 2013, une des principales sources d'IDE pour notre économie.

1-1-4. Les dividendes distribués en 2012

En 2012, les dividendes payés aux investisseurs directs étrangers ont connu une baisse de 33,9 pour cent par rapport à l'année précédente. Les tableaux suivants donnent la répartition de ceux-ci par actionnaires bénéficiaires et par branche d'activités.

Tableau 5. Les dividendes payés selon le pays de résidence des investisseurs en 2012

Pays	2012	
	Montant (en milliards d'ariary)	%
Chine	1,2	1,5%
France	38,0	46,4%
Japon	0,7	0,8%
Maurice	19,7	24,0%
Pays Bas	0,7	0,8%
USA	21,1	25,7%
Autres	0,7	0,8%
TOTAL	81,9	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Les investisseurs résidents en France sont les principaux bénéficiaires des dividendes distribués en 2012 (46,4 %). Viennent ensuite les investisseurs américains et mauriciens (25,7% et 24%).

Ces paiements proviennent essentiellement de trois branches d'activités: « *activités financières* » (75,9%), « *Commerce* » (8,8%), et « *activités de fabrication* » (8,2%).

Tableau 6. Les dividendes payés par branche en 2012 (en milliards d'ariary)

Branche	2012	
	Montant (en milliards d'ariary)	Répartition en %
Agriculture	-	0,0%
Pêche, aquaculture	0,3	0,4%
Activités extractives	-	0,0%
Activités de fabrication	6,7	8,2%
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	4,1	4,9%
Construction et BTP	0,1	0,1%
Commerce	7,2	8,8%
Hôtels et restaurants	0,0	0,0%
Transports	0,3	0,4%
Activités financières	62,2	75,9%
Immobilier et services aux entreprises	1,0	1,2%
Distribution pétrolière	-	0,0%
Télécommunication	-	0,0%
Autres	-	0,0%
TOTAL	81,9	100,0%

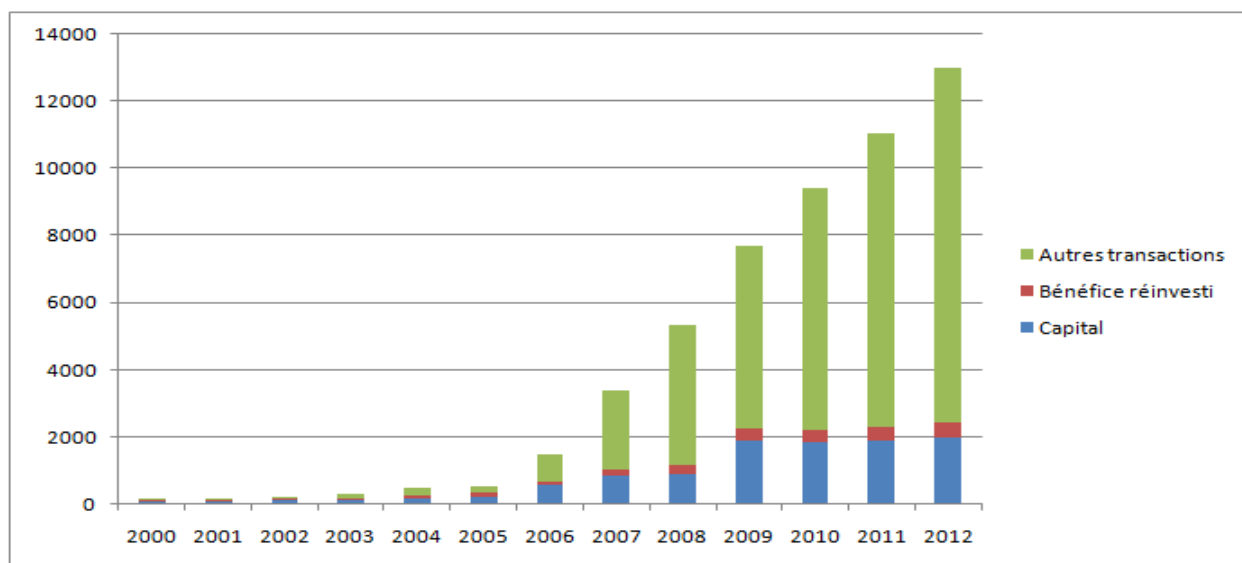
Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

1-2. Stocks des investissements directs étrangers

1-2-1. Evolution globale du stock d'IDE

L'évolution des stocks d'IDE à Madagascar a connu deux périodes différentes. La 1^{ère} période, correspondant aux années antérieures à l'année 2006, a été caractérisée par une faible pénétration des IDE dans l'économie avec un rythme de croissance en valeur de 23,0 pour cent jusqu'en 2005. La 2^{ème} période, marquée par la mise en œuvre de deux grands projets miniers, à partir de l'année 2006, a vu l'expansion des IDE pour atteindre les 13 009,8 milliards d'ariary, soit l'équivalent de 5,9 milliards de dollars américains à fin 2012.

Figure 5. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2012



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

Le grand boom, enregistré en 2007, est relatif à la mise en œuvre des investissements en construction pour le besoin des projets miniers (l'exploitation de l'ilménite par QMM et celle du cobalt et du nickel du projet d'Ambatovy).

Depuis, le niveau du stock d'IDE a été fonction de la réalisation de ces investissements. Ainsi, entre 2007 et 2011, le rythme de la croissance en valeur des stocks d'IDE tend à diminuer, en passant de 112,0 pour cent en 2007, à respectivement 56,1 pour cent en 2008, 44,8 pour cent en 2009, 21,9 pour cent en 2010, 17,4 pour cent en 2011. En 2012, cette croissance a été de 17,8 pour cent.

L'importance accordée par les investisseurs au poste « *autres transactions* » est significative pour l'année 2012. Ce poste a enregistré une hausse de 21,0 pour cent. Les postes « *capital social* » et « *bénéfices réinvestis* » ont augmenté respectivement de 2,9 pour cent et 19,9 pour cent.

1-2-2. Le stock d'IDE par branches d'activité

Avant l'année 2006, la présence étrangère s'est surtout intensifiée au niveau des entreprises de la branche « *activités de fabrication* ». En fait, les IDE reçus par cette branche sont venus essentiellement de la mise en place de la zone franche industrielle, visant principalement le secteur de l'industrie légère exportatrice. Après 2006, le paysage des entreprises d'IDE a été bouleversé par la mise en œuvre des investissements dans la branche « *activités extractives* ».

Tableau 7. Le stock d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2012 (en milliards d'ariary)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	7,8	16,9	18,3	32,5	31,7	28,4	38,5
Pêche, pisciculture, aquaculture	51,1	17,0	22,5	41,3	76,0	83,3	125,0
Activités de fabrication	120	143,7	176,9	276,5	318,0	455,0	548,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1,1	0,5	1,1	1,4	1,6	5,4	6,5
Construction et BTP	42,9	289,5	301,6	333,6	387,2	446,1	446,6
Commerce et réparation de véhicule	36,8	62,1	107,2	138,2	156,6	190,6	239,3
Hôtels et restaurants	0,7	172,1	173,1	210,6	246,7	248,5	254,5
Transports et auxiliaires de transport	13,5	8,4	11,2	22,1	25,0	28,7	58,7
Activités financières	132,2	147,9	213,5	273,2	330,6	585,6	1 298,9
Immobilier, location et services aux entreprises	29,9	13,5	29,4	37,0	47,5	118,3	149,9
Distribution de produits pétroliers	69,4	105,5	116,8	182,2	240,4	248,2	262,5
Télécommunication	72,7	102,4	282,5	368,3	384,8	457,2	680,1
Autres branches	7			0,2	0,1	0,1	0,1
Total sans extractives	585,1	1 079,5	1 454,2	1 916,8	2 245,9	2 895,4	4 109,2
Activités extractives	902,8	2 089,0	3 729,9	5 799,8	7 159,8	8 150,2	8 900,7
Total	1 487,9	3 168,6	5 184,1	7 716,6	9 405,7	11 045,6	13 009,8

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

A la fin de l'année 2012, le stock d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a été évalué à 8 900,7 milliards d'ariary, soit l'équivalent d'environ 4,1 milliards de dollars américains. Ce qui représente 68,4 pour cent de l'ensemble du stock d'IDE. Le taux d'accroissement du stock d'IDE de cette branche est de 9,2 pour cent par rapport à l'année 2011.

En dehors de la branche « *activités extractives* », nous notons dans l'ordre décroissant : « *activités financières* » (10%), « *télécommunication* » (5,2%), « *activités de fabrication* » (4,2%), « *construction et BTP* » (3,4%), « *hôtels et restaurants* » (2%) et la « *distribution de produits pétroliers* » (2%) du stock hors « *activités extractives*. Il faut remarquer une diversification plus prononcée de la présence des investisseurs étrangers dans l'économie du pays. Par ailleurs, la branche des « *activités de fabrication* » n'occupe que la quatrième place, en termes de stock d'IDE, alors qu'elle a été toujours à la première place avant 2006. Le démarrage des grands travaux au niveau des projets miniers a entraîné une redynamisation des autres branches, d'autant plus qu'une intensification de la promotion des investissements à Madagascar a été remarquée.

1-2-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE

Pour terminer l'analyse sur le stock d'IDE, il est intéressant de procéder à l'identification des pays partenaires. A l'instar des autres années, depuis la mise en œuvre des investissements massifs dans les activités extractives, les pays investisseurs dans ce secteur dominant l'environnement des IDE à Madagascar. Le tableau suivant donne un aperçu du stock d'IDE selon les pays de résidence des investisseurs directs étrangers à Madagascar.

Tableau 8. Le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2012

<i>En milliards d'ariary</i>	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Canada	635,6	1 006,1	1 688,3	2 200,4	2 442,4	2 946,4
Royaume-Uni	752,1	1 804,7	2 253,8	2 270,3	2 346,0	2 371,0
Japon	473,2	579,4	1 041,9	1 404,3	1 406,9	1 409,9
Corée du Sud	306,3	404,6	873,3	1 220,9	1 282,1	1 229,5
France	268,1	343,1	455,7	609,1	1 223,6	1 760,1
Maurice, île	188,6	238,3	492,9	551,7	940,7	1 438,4
Etats-Unis	50,7	91,4	201,2	183,3	337,3	408,1
Italie	173,8	174,2	205,1	241,6	238,3	278,6
Chine	54,0	56,2	73,9	201,8	210,1	295,7
Bermudes	86,4	118,7	127,4	137,2	137,2	137,2
Réunion	26,5	28,9	33,0	56,9	97,9	140,8
Hong-Kong	37,0	40,8	75,5	78,4	77,7	77,7
Luxembourg	11,4	16,3	47,1	68,3	72,7	72,7
Suisse	25,5	30,4	33,5	63,5	71,8	75,6
Suède	-	17,7	31,7	31,7	31,7	31,9
Afrique du Sud	11,3	12,7	12,8	12,9	12,7	13,6
Pays-Bas	7,3	9,5	11,2	11,5	11,5	11,5
Inde	-	4,5	4,9	1,6	1,6	21,6
Autres	60,8	207,1	53,4	60,1	103,3	289,5
Total	3 168,6	5 184,6	7 716,6	9 405,7	11 045,6	13 009,8

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

Les trois principaux pays sources des stocks d'IDE sont le *Canada*, le *Royaume Uni* et la *France*. Les investisseurs de ces pays opèrent essentiellement dans la branche des « *activités extractives* » à Madagascar. Après ces trois pays, on retrouve dans l'ordre décroissant : *l'île Maurice*, le *Japon*, la *Corée du Sud* et les *Etats-Unis*. Les stocks d'IDE reçu de ces sept pays représentent plus de 88,9 pour cent de l'ensemble à la fin de l'année 2012. Par rapport à l'année 2010, en termes de stock, le poids des investisseurs français a connu un changement relativement important et ce, suite essentiellement aux flux d'investissement français dans la branche « *activités financières* » en 2012.

Il faut également souligner l'importance des stocks d'IDE Chinois à Madagascar qui ont été multiplié par six au cours de ces cinq dernières années. La présence des investisseurs chinois a été marquée par l'octroi de permis à WISCO pour l'exploitation du fer dans la partie ouest du pays. Leur part dans l'exploration du pétrole et dans le secteur commerce n'est par ailleurs pas négligeable.

1.3. Les flux des investissements de portefeuille (IPF) en 2012

Les investissements directs sont des investissements internationaux par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie autre que celle de l'investisseur. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et la société investie et l'exercice d'une influence notable du premier sur la gestion de la seconde. Cette notion permet de différencier, parmi les mouvements internationaux de capitaux, les IDE des IPF (investissements de portefeuille). Ces derniers sont considérés comme des placements internationaux, alors que les IDE impliquent un pouvoir de décision de l'investisseur sur l'entreprise rachetée ou construite à l'étranger. En 2012, le flux d'IPF a été évalué à 23,3 milliards d'ariary, soit 1,2 pour cent des investissements étrangers entrants à Madagascar en 2012.

Tableau 9. Flux d'IPF par branche d'activité en 2012

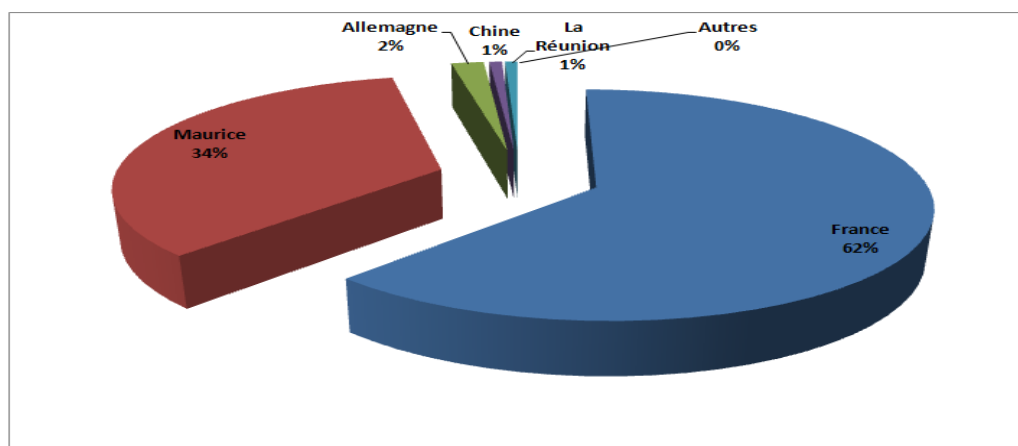
Pays	IPF en millions d'ariary	Part en %
Activités de fabrication	1 126	4,8%
Construction et BTP	26	0,1%
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'article	3	0,0%
Hôtels et restaurants	6	0,0%
Transports, auxiliaires de transport	-	0,0%
Activités financières	14 905	63,9%
Immobilier, location et services aux entreprises	42	0,2%
Distribution de produits pétroliers	-	0,0%
Télécommunication	7 218	30,9%
Autres	-	0,0%
Total	23 325	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Le tableau ci-dessus montre que le flux d'IPF en 2012 s'est concentré principalement dans les activités financières (avec un poids de 63,9 pour cent de l'ensemble). Et les activités de fabrication génèrent 4,8 pour cent de l'ensemble des flux d'IPF entrants.

En 2012, 62 pour cent des flux d'IPF entrants ont été issus de la France, avec 14,5 milliards d'ariary. Viennent ensuite l'île Maurice et l'Allemagne, fournissant respectivement 34 pour cent et 2 pour cent de ces flux.

Figure 6. Flux d'IPF par Pays en 2012 (en %)



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

1.4. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers

Il est question, dans cette section, d'appréhender l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache et l'impact des crises, particulièrement, en termes de valeur ajoutée, base du PIB, et en termes de création d'emploi.

Tableau 10. Chiffre d'affaires, VA et Emplois générés par les entreprises à investissement étranger

Rubriques	Chiffre d'affaires (en milliards d'ariary)				Valeur ajoutée (en milliards d'ariary)				Emploi (Effectif)			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012

Entreprise d'IPF	1,2	0,4	77,2	12,3	0,1	0	10,7	7,8	143	36	1 056	500
Entreprise d'IDE	3 441,0	3 748,0	3 620,0	3 980,0	857	939	957	1 050,0	60 057	62 707	60 104	63 800
Dont Entreprises												
Affiliées	369	540	429	625,0	132	190	201	254,6	13 910	22 907	10 700	10 500
Filiales	2 520,0	2 680,0	2 600,0	2 749,5	523	556	538	562,3	32 095	27 693	36 754	39 000
Succursales	552	528	591	617,8	202	193	218	240,9	14 052	12 107	12 650	14 800
Ensemble	3 442,2	3 748,4	3 697,2	3 992,3	857,1	939	967,7	1 057,8	60 200	62 743	61 160	64 300

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

En 2012, le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises d'investissement étranger a été de 3 992,3 milliards d'ariary, contre 3 697,2 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse de 8,0 pour cent sur la période. Il faut noter que le niveau du chiffre d'affaires observé avant la crise sociopolitique est loin d'être atteint.

Toujours pour cette même année, les filiales, représentant près de la moitié de l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers ont dégagé 68,9 pour cent du chiffre d'affaires total. En ce qui concerne les entreprises affiliées et les succursales, elles ont enregistré 15,7 pour cent et 15,5 pour cent du chiffre d'affaires. Les entreprises affiliées ont vu leur part augmenter par rapport aux années précédentes.

Les entreprises d'investissements étrangers sont parmi les pourvoyeurs d'emploi à Madagascar. Cependant, la crise financière et surtout la crise sociopolitique ont eu des effets néfastes sur l'emploi. Près de 81 000 emplois ont été créés en 2008, contre 60 200 en 2009, soit une perte d'environ 21 000. Entre 2010 et 2011, l'on a enregistré une baisse de 2,5 pour cent attribuable à la perte d'emplois dans la branche activité de fabrication. Mais en 2012, l'on a constaté une légère augmentation des emplois au niveau des entreprises à capitaux étrangers de l'ordre de 5,1 pour cent. Cette hausse est due au recrutement du personnel essentiellement dans les entreprises de type affiliées et les succursales.

Les résultats montrent qu'en 2012 une entreprise affiliée a employé en moyenne 90 personnes, une filiale autour de 200 personnes et une succursale près de 120 personnes. Ces moyennes ont augmenté en 2012 par rapport à l'année précédente. En 2011, une entreprise affiliée disposait en moyenne de 67 personnes, une filiale aux environs de 160 personnes et une succursale autour de 119 personnes. La première lecture de ces chiffres indique que les entreprises affiliées sont plutôt des petites et moyennes entreprises et qu'on retrouve beaucoup plus de grandes entreprises parmi les filiales et les succursales.

Corrélativement au chiffre d'affaires et à l'emploi, la valeur ajoutée créée par l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers en 2012 a également augmenté par rapport aux années 2010 et 2011. Elle est de 1 057,8 milliards d'ariary en 2012, 967,7 milliards d'ariary en 2011, 939,0 milliards d'ariary en 2010 et 857,0 milliards d'ariary en 2009. La hausse enregistrée en 2012 par rapport à l'année 2011 est de 9,3 pour cent. Elle est due principalement aux augmentations de la production et diminution des intrants.

En 2011, 53,2 pour cent de la valeur ajoutée dégagée par l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers proviennent des entreprises filiales.

Tableau 11. Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail

	<i>Taux de valeur ajoutée (en %)</i>						<i>Productivité apparente (En millions d'ariary)</i>					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012

Entreprise d'IPF	40,1	27,9	6,7	6,7	13,9	63,4	16,5	3	0,6	0,7	10,1	15,6
Entreprise d'IDE	32,8	28,6	24,9	25,1	26,4	26,4	16,6	17,8	14,3	15	15,9	16,5
Dont Entreprise Affilié	37,8	28,5	35,8	35,2	46,9	40,7	18,2	7,8	9,5	8,3	18,8	24,2
Filiale	31,6	28,6	20,8	20,7	20,7	20,5	20,9	24,5	16,3	20,1	14,6	14,4
Succursale	31,8	28,5	36,6	36,6	36,9	39,0	10,3	8,4	14,4	15,9	17,2	16,3
Ensemble	32,9	28,6	24,9	25,1	26,2	26,5	16,6	17,7	14,2	15	15,8	16,5

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

En 2009, la productivité des entreprises à capitaux étrangers, après la crise sociopolitique, est un peu moins élevée par rapport à celle des années 2007 et 2008, mais par la suite elle tend à évoluer positivement. Le niveau des réalisations de l'année 2012 donne une productivité apparente de 16,5 millions d'ariary, contre 15,8 millions d'ariary en 2011, soit une hausse de 0,7 points. Ainsi, le taux de valeur ajoutée est de 26,5 pour cent en 2012, contre 26,2 pour cent l'année d'avant. Cette évolution à la hausse de la valeur ajoutée résulte de l'augmentation de la production de certaines entreprises.

Pour ce qui est des entreprises d'IPF, elles sont devenues plus productives. En effet, la productivité apparente de travail est de 15,6 en 2012, contre 10,1 en 2011, tandis que le taux de valeur ajoutée a presque quintuplé.

En ce qui concerne les entreprises affiliées, filiales et succursales, seul le taux de valeur ajoutée des entreprises succursales a enregistré un accroissement de 2,1 points en 2012 par rapport à l'année précédente, montrant une performance de la main d'œuvre, malgré les crises. Pour les deux autres types d'entreprises à capitaux étrangers, leurs performances restent stagnantes, voire en baisse. En effet, pour les filiales, les taux de valeur ajoutée sont les mêmes, soient de 20,7 pour cent en 2012 et 20,5 pour cent en 2011, mais leurs productivités apparentes sont en baisse, passant de 14,6 millions d'ariary en 2012, à 14,4 millions d'ariary en 2011, soit une diminution de 0,2 points.

Concernant la structure de l'emploi par branche d'activité, elle montre l'importance des activités de fabrication et extractives avec respectivement 38,7 pour cent et 21,6 pour cent de l'ensemble de la main d'œuvre exerçant dans les entreprises à capitaux étrangers. Après ces deux branches, la branche « *activité financière* » se démarque et devient un peu plus importante en termes de création d'emplois. Cette branche occupe 9,9 pour cent de l'ensemble en 2012.

Tableau 12. Répartition du CA, de la VA et de l'emploi des entreprises à capitaux étrangers en 2012

<i>Branche</i>	<i>Chiffre d'affaires (CA) en %</i>	<i>Valeur Ajoutée (VA) en %</i>	<i>Emploi</i>
Agriculture	0,0%	0,1%	2,4%
Pêche	0,3%	1,5%	7,9%
Activités extractives	23,8%	5,1%	21,6%
Activités de fabrications	28,0%	35,5%	38,7%
Production d'électricité, d'eau et de gaz	0,2%	1,7%	0,2%
Construction et BTP	0,1%	1,2%	0,9%
Commerce	1,4%	5,9%	7,5%
Hôtels et restaurants	0,0%	0,2%	3,5%
Transports, auxiliaires de transport	0,3%	3,9%	2,4%
Activités financières	33,8%	25,2%	9,9%
Immobilier et services aux entreprises	0,1%	4,6%	0,6%
Distribution de produits pétroliers	3,6%	-4,4%	0,5%
Télécommunication	8,3%	19,4%	3,8%
Autres	0,0%	0,0%	0,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En ce qui concerne la valeur ajoutée, les activités de fabrication, les activités financières, et la télécommunication accaparent respectivement 35,5 pour cent, 25,2 pour cent et 19,4 pour cent de la valeur ajoutée totale en 2012.

1-5. Environnement des affaires des entreprises d'IDE

Ce chapitre traitera de l'avis des responsables ou dirigeants des entreprises à capitaux étrangers existant à Madagascar. Le résultat de cette analyse viendra en complémentarité de l'analyse quantitative dans les chapitres précédents. L'analyse qualitative permettra de connaître la vision globale des entrepreneurs à capitaux étrangers à Madagascar.

Ce chapitre s'articulera en deux points : (i) les atouts et handicaps de Madagascar, et (ii) la situation actuelle des entreprises au vu de leurs dirigeants.

1.5.1. Atouts et handicaps de Madagascar

Le « solde de l'opinion » est l'indicateur à suivre dans ce paragraphe. Afin de mieux synthétiser les avis des dirigeants des entreprises à capitaux étrangers sur l'environnement des affaires à Madagascar.

Depuis l'année 2010, la structure de la tendance est restée presque identique. Parmi les dix facteurs donnés, seulement trois se sont soldés par une opinion positive : le « Coût de la main d'œuvre », « l'infrastructure de télécommunication » et « les caractéristiques du marché ».

Plusieurs facteurs défavorisent l'environnement des affaires à Madagascar selon les dirigeants des entreprises à capitaux, notamment : la « stabilité politique », le « droit des affaires », la « fiscalité ». Certains facteurs restent préoccupants les dirigeants d'entreprises : la dégradation des « infrastructures de transport », la difficulté à l'« accès au financement » et les « couts des matières premières ».

Tableau 13. Solde d'opinion des dirigeants sur quelques facteurs

	2010	2011	2012
Coût de la main d'œuvre	158	155	135
Caractéristiques du marché	47	43	39
Fiscalité	-102	-149	-124
Accès au financement	-122	-150	-107
Droit des affaires	-53	-61	-54
Infrastructure de transport	-126	-159	-125
Infrastructure de télécommunication	85	69	50
Stabilité politique	-255	-307	-250
Coûts des matières premières	-29	-41	-33
Disponibilité des fournisseurs locaux	-3	9	11

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

Les principaux atouts et handicaps

69 pour cent des chefs d'entreprises ont déclaré que le premier facteur incitatif pour des investissements étrangers à Madagascar a été le « cout de la main d'œuvre ». La situation est d'ailleurs similaire dans tous les pays en développement. La qualité de l'« infrastructure de télécommunication » et « les caractéristiques du marché » ont été loués respectivement par la même proportion d'enquêtés (6%) de ces chefs d'entreprises.

Tableau 14. Les principaux atouts de Madagascar

	1 ^{er} atout		2 ^{ème} atout		3 ^{ème} atout		Ensemble	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Coût de la main d'œuvre	65%	69%	10%	11%	5%	8%	29%	32%
Caractéristiques du marché	10%	6%	27%	27%	18%	13%	18%	15%
Fiscalité	3%	2%	4%	5%	10%	13%	5%	6%
Accès au financement	2%	2%	5%	4%	8%	5%	4%	4%
Droit des affaires	0%	4%	6%	4%	8%	9%	5%	6%
Infrastructure de transport	1%	2%	2%	3%	5%	3%	2%	2%
Infrastructure de télécommunication	11%	6%	26%	23%	14%	19%	17%	15%
Stabilité politique	1%	1%	1%	0%	1%	0%	1%	0%
Coûts des matières premières	4%	2%	10%	14%	17%	14%	10%	10%
Disponibilité des fournisseurs locaux	4%	5%	8%	10%	17%	14%	9%	9%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

En ce qui concerne les handicaps, la grande majorité des entrepreneurs (62%) précise que l'instabilité politique représente le facteur de blocage principal au développement de ses activités.

Suivi par la complexité de la « fiscalité » (16% en 2012), un pourcentage presque doublé par rapport à l'année 2011. Ce facteur commence à inquiéter les investisseurs à Madagascar. La difficulté à « l'accès au financement » (pour 6%) représente un obstacle pour l'évolution de ces entreprises à capitaux étrangers.

Tableau 15. Les principaux handicaps de Madagascar

	1 ^{er} handicap		2 ^{ème} handicap		3 ^{ème} handicap		Ensemble	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Coût de la main d'œuvre	4%	5%	4%	11%	1%	4%	3%	7%
Caractéristiques du marché	2%	4%	6%	27%	7%	5%	3%	11%
Fiscalité	9%	16%	27%	5%	13%	19%	8%	13%
Accès au financement	6%	6%	17%	4%	17%	9%	6%	6%
Droit des affaires	2%	0%	6%	4%	10%	9%	4%	4%
Infrastructure de transport	5%	2%	16%	3%	16%	19%	6%	8%
Infrastructure de télécommunication	3%	2%	3%	23%	7%	5%	6%	9%
Stabilité politique	67%	62%	11%	0%	11%	13%	51%	27%
Coûts des matières premières	2%	2%	6%	14%	12%	9%	6%	8%
Disponibilité des fournisseurs locaux	0%	1%	5%	10%	6%	8%	6%	6%
Ensemble	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

1.5.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs

Pendant les années de crise politique et sociale à Madagascar, le solde d'opinion des dirigeants des entreprises d'IDE tend vers le négatif. Si, l'on compare le solde d'opinion entre l'année 2011 et 2012, les chefs d'entreprise sont plus inquiétés par la situation de leurs secteurs d'activité que par la situation générale de leurs entreprises.

Tableau 16. Evolution des activités en 2012

	S'est amélioré		Est restée inchangé		S'est détériorée	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
La situation de votre entreprise	32%	29%	36%	35%	32%	36%
La situation de votre secteur d'activité	24%	19%	38%	41%	38%	40%

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

Trois facteurs clés ont été identifiés par la majorité des chefs d'entreprise comme étant des facteurs limitant le développement de leurs activités : 84 pour cent des chefs d'entreprise ont cité l'environnement politique ; 64 pour cent l'insuffisance de la demande, et 53 pour cent les contraintes financières.

Tableau 17. Facteurs limitant le développement des activités

	Pourcentage	
	2011	2012
Demande insuffisante	56%	64%
Insuffisance d'un personnel que vous avez des difficultés à accroître	20%	17%
Insuffisance de votre équipement ou matériel	26%	28%
Des contraintes financières	57%	53%
L'environnement politique	85%	84%
Autres facteurs	47%	35%
Sans objet (actuellement l'entreprise est en mesure de développer ses activités)	38%	43%

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

CHAPITRE II : Les entreprises à Investissements Directs Etrangers du secteur industriel

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête relative à la production et à l'évolution de l'Indice de production Industrielle (IPI). La première section traitera la répartition des entreprises à investissements directs étrangers selon la nomenclature internationale des Nations Unies. En deuxième section sera traité le volume de la production industrielle, en troisième section l'indice de production industrielle (production évaluée au prix de l'année de base) et en quatrième section les coûts de production de ces entreprises.

2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers

A la fin du 1er semestre 2013, 45 entreprises industrielles à capitaux étrangers ont été recensées. 57,7 pour cent de ces entreprises opèrent sous le régime fiscal zone franche. Ces entreprises IDE et IPF se trouvent presque tous dans la région d'Analamanga, leur lieu d'implantation et d'exploitation. Leur nombre a baissé de 25 pour cent par rapport à l'année précédente. Cette baisse est due à diverses raisons : la modification de statut des actionnaires qui change parfois la nature de l'entreprise, la fermeture définitive de la société, et le chômage technique.

Les entreprises IDE et IPF se répartissent comme suit : *filiales 52,3 pour cent, entreprises affiliées 20,5 pour cent, succursales 25,0 pour cent et 2,3 pour cent entreprises IPF*. Le tableau ci-dessous donne leur répartition par division et par type d'entreprise IDE et IPF à la fin du premier semestre 2013.

Dans l'ensemble, les quatre principales divisions autour desquelles ont été orientées les activités des entreprises manufacturières à capitaux étrangers à Madagascar sont (i) «*Fabrication de textiles et articles d'habillement* » (40,9 pour cent ; (ii) «*Fabrication des produits alimentaires et des boissons* » (11,4 pour cent); «*Fabrication des produits chimiques - Produits pharmaceutiques -Corps gras* » (9,1 pour cent) et «*Fabrication de meubles et autres activités de fabrication* » (9,1 pour cent).

En analysant le type de l'entreprise, on remarque que l'activité de la «*fabrication de produits à base de tabac* » reste le domaine d'exercice des entreprises IPF à la fin du premier semestre 2013.

Les activités de «*Fabrication de textiles et articles d'habillements*» et «*Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques*» sont les domaines privilégiés des entreprises affiliées. Elles représentent respectivement 33,3 pour cent et 22,2 pour cent des activités de ces entreprises à la fin du premier semestre 2013.

Pour les filiales, les grandes entreprises ont été plutôt regroupées dans la division «*Fabrication de textiles et articles d'habillement* » (43,5 pour cent), la division «*Fabrication de produits alimentaires et de boissons* » (13 pour cent) et dans la division «*Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras* » (13 pour cent).

Tableau 18. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en 2012

CITI Rev.3	Libellés	Ensemble	IPF	affiliée	Filiale	Succursale
		En %	En %	En %	En %	En %
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	11,4	0,0	0,0	13,0	18,2
16	Fabrication de produits à base de tabac	2,3	100,0	0,0	0,0	0,0
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	40,9	0,0	33,3	43,5	45,5
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	2,3	0,0	0,0	4,3	0,0
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	4,5	0,0	11,1	4,3	0,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	4,5	0,0	0,0	4,3	9,1
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	9,1	0,0	11,1	13,0	0,0
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	4,5	0,0	22,2	0,0	0,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,3	0,0	0,0	4,3	0,0
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,5	0,0	0,0	4,3	9,1
29	Autres machines et matériels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	2,3	0,0	0,0	4,3	0,0
35	Fabrication d'autres matériels de transport	2,3	0,0	11,1	0,0	0,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	9,1	0,0	11,1	4,3	18,2
37	Récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

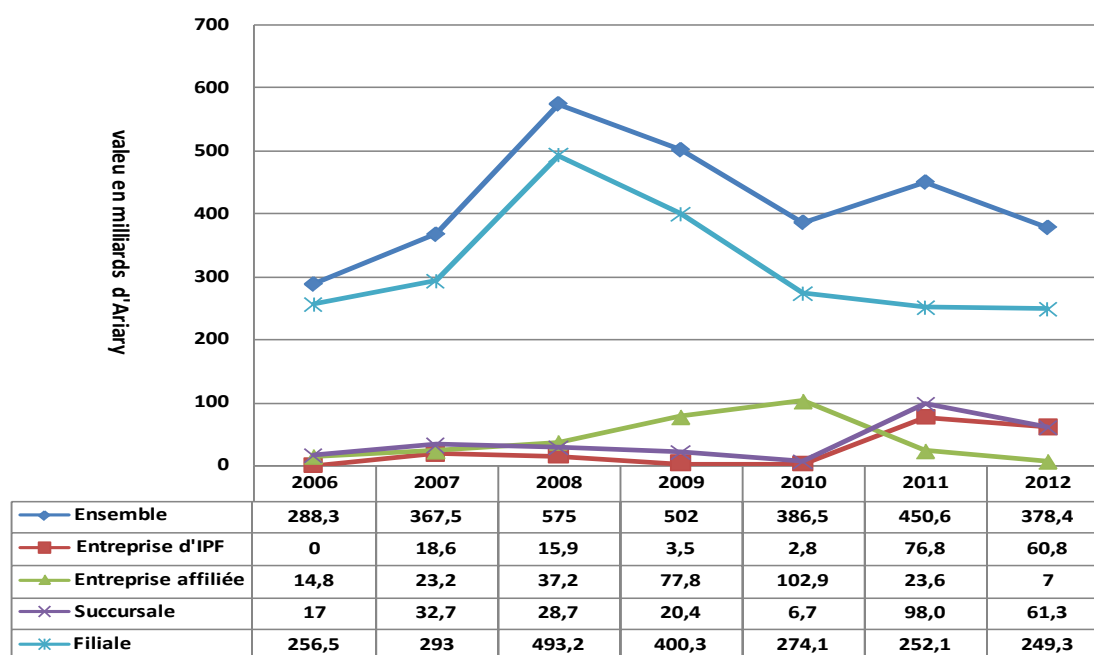
Quant aux succursales, les investisseurs directs ont privilégié les branches d'activités suivantes : la « fabrication de textiles et d'articles d'habillement », la « fabrication des produits alimentaires et des boissons », les Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a ; « Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés » et les « Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériel) à la fin du premier semestre 2013. Toutefois, la « fabrication de textiles et d'articles d'habillement » a représenté la proportion la plus importante puisqu'il constitue 45,5 pour cent de l'ensemble de ce type d'entreprise.

2.2. Volume de la production industrielle

2.2.1. Volume de la production industrielle par division

Le secteur industriel à investissement direct étranger a produit 378,4 milliards d'Ariary de biens manufacturés en 2012 contre un volume de production de 475,6 milliards d'Ariary l'année précédente, soit une baisse de 19,1 pour cent. Cette baisse s'est retrouvée dans tous les types d'entreprises surtout les succursales et les entreprises affiliées. Ce recul de la production atteint en moyenne 22,8 pour cent pour chaque entreprise. De plus, selon la déclaration des chefs de ces entreprises, la baisse de production due à des incidents politiques et/ou économiques, est à l'origine de la mauvaise compétitivité des entreprises, entraînant par la suite la fermeture définitive, la mise en veilleuse des entreprises, et le chômage technique.

Figure 7. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards d'ariary) de 2006 à 2012



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Au cours de ces dernières années, le volume de la production des entreprises à capitaux étrangers a été en majeure partie constitué de la production des entreprises filiales. Le poids de ces entreprises filiales est resté considérable (de l'ordre de 65,9 pour cent en 2012) par rapport aux autres types d'entreprises. Les entreprises succursales ont réalisé 16,2 pour cent du volume total de la production, les entreprises IPF, 16,1 pour cent du volume, et les entreprises affiliées 1,8 pour cent.

A la fin de l'année 2012, la structure du volume de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers est dominée par deux divisions : la « fabrication de textiles et articles d'habillements » et la « fabrication de produits minéraux non métalliques » qui ont représenté respectivement 32,1 pour cent et 24,6 pour cent de la production totale. Mais, la division : la « fabrication de textiles et articles d'habillements » a connu une baisse de 9,7 points par rapport à l'année précédente. Cette baisse est un impact des incidents politiques et/ou économiques sur la production et sur les marchés des entreprises. Les divisions « fabrication de produits alimentaires et de boissons », et « fabrication de produits à base de tabac » ont également contribué pour une part assez importante au volume de la production des entreprises IDE. Elles ont contribué à parts égales de 16,1 pour cent de la production totale. Malgré la crise, les trois premières divisions qui ont une part assez importante dans le volume de la production des entreprises IDE ont apprécié une hausse de l'ordre de plus de 3 points par rapport à l'année précédente.

Tableau 19. Répartition du volume de la production industrielle en 2012 (En %)

CITI Rev.3	Libellés	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	16,1	0,0	0,0	10,6	56,3
16	Fabrication de produits à base de tabac	16,1	100,0	0,0	0,0	0,0
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	32,1	0,0	32,7	40,3	30,0
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	1,6	0,0	0,0	2,4	0,0
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,1	0,0	2,6	0,0	0,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,4	0,0	0,0	0,5	0,0
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,2	0,0	0,0	0,1	0,9
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	3,3	0,0	2,1	5,0	0,0
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,1	0,0	61,8	0,0	0,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	24,6	0,0	0,0	37,3	0,0
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	2,4	0,0	0,0	1,2	9,8
29	Autres machines et matériels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	1,9	0,0	0,8	2,2	3,1
37	Récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Par type d'entreprise, le volume de la production des IPF a été exclusivement fourni par la branche d'activité respectivement la « *Fabrication de produits à base de tabac* ».

Pour les entreprises affiliées, la production a été engendrée par deux divisions : la « *Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastique* » et « *fabrication de textiles et articles d'habillements* ». Leurs parts ont été respectivement de 61,8 pour cent, 32,7 pour cent de l'ensemble du volume de production de ce type d'entreprise.

Concernant les entreprises filiales, la production a été focalisée dans la division « *fabrication de textiles et d'articles d'habillement* », la division « *Fabrication de produits minéraux non métalliques* » et la division « *fabrication des produits alimentaires et de boissons* », représentant respectivement 40,3 pour cent, 37,3 pour cent et 10,6 pour cent de la production totale pour ce type d'entreprise.

Quant aux entreprises succursales, 56,3 pour cent de la production totale a été issu de la branche d'activité « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* », 30 pour cent de la branche d'activité « *Fabrication de textiles et articles d'habillements* » et 9,8 pour cent de la branche d'activité « *Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)* ».

Les dirigeants des entreprises industrielles à capitaux étrangers ont toujours évoqué l'instabilité politique, les infrastructures de transport et les coûts de matières premières comme trois principaux facteurs ayant influencé négativement sur la production et surtout sur la compétitivité des entreprises. Les atouts de Madagascar sont le coût de main d'œuvre, les caractéristiques du marché du travail (disponibilité de main d'œuvre qualifiée, flexibilité des horaires de travail, qualification de la main d'œuvre) et les infrastructures de télécommunication.

2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse

Chaque entreprise manufacturière peut fabriquer un ou plusieurs groupes de produits. Ce paragraphe parlera du volume de la production industrielle des entreprises à capitaux étranger suivant la nomenclature de synthèse. Cette nomenclature se catégorise en quatre groupes : i) les « produits d'industries agricoles et alimentaires », ii) les « biens de consommation », iii) les « biens d'équipement » et iv) les « biens intermédiaires ».

Comme les années précédentes, les biens intermédiaires ont composé la majorité des biens produits par les entreprises du secteur secondaire à investissement direct étranger : 47,8 pour cent du volume en 2012. Les produits d'industries agricoles et alimentaires, eux, ont constitué 32,2 pour cent de la production totale, tandis que les biens de consommation, 20,1 pour cent. Enfin, les biens d'équipement n'ont représenté qu'une petite partie de la production locale, la plupart de ces biens étant, en effet, importés sur le territoire malgache.

En considérant distinctement les types d'entreprises, selon qu'elles soient IPF, Affiliées, Filiales ou Succursales, il a semblé que ces entreprises ont chacun leur domaine d'activité spécifique.

83,4 pour cent des entreprises affiliées ont concentré leurs activités dans la production de biens intermédiaires, le reste étant dans la production de biens de consommation.

Pour les filiales, 67,8 pour cent d'entre elles ont produit des biens intermédiaires. 21,3 pour cent ont offert des biens de consommations, et 10,6 pour cent, des produits agricoles et alimentaires.

En ce qui concerne les Succursales, ces dernières se sont focalisées en majorité dans la production de produits agricoles et alimentaires au cours de l'année 2012. Cette activité a regroupé une entreprise sur deux. Et un tiers d'entre elles se sont spécialisées dans la production de biens de consommation.

Tableau 20. Répartition du volume de la production industrielle en 2012

Code	Nomenclature de synthèse	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
	Volume de la production en milliards d'ariary	378,4	60,8	7,0	249,3	61,3
	En %					
EB	Produits d'industries agricoles et alimentaires	32,2	100,0	0	10,6	56,3
EC	Biens de consommation	20,1	0,0	16,6	21,3	33,9
C1	Habillement, cuir	16,0	0,0	15,8	16,4	30,0
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	0,4	0,0	0,0	0,1	0,9
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	1,7	0,0	0,0	2,6	0,0
C4	Équipements du foyer	1,9	0,0	0,8	2,2	3,0
EE	Biens d'équipement	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0
EF	Biens intermédiaires	47,8	0,0	83,4	67,8	9,8
F1	Produits minéraux	24,6	0,0	0,0	37,3	0,0
F2	Produits d'industries textiles	17,6	0,0	16,8	26,3	0,0
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,4	0,0	2,6	0,5	0,0
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	2,8	0,0	64,0	2,4	0,0
F5	Métaux et produits métalliques	2,4	0,0	0,0	1,2	9,8
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)

2.3.1. Méthodologie : Rappel

L'Indice de Production Industriel est l'indicateur par excellence pour le suivi du secteur industriel, notamment des entreprises à investissements directs étrangers. Il est construit pour capturer l'évolution réelle de la production en éliminant les effets Prix. Ainsi, il est calculé par rapport à un prix de référence d'une année dit année de base.

Depuis l'année 2009, l'année de base est « *mobile* » pour prendre en compte de manière plus réaliste les changements structurels du tissu industriel. Autrement dit, au fur et à mesure que l'indice est calculé pour une année considérée, il s'ensuit une mise à jour systématique de l'année de base.

Ce choix méthodologique a été dicté essentiellement par le caractère intrinsèque de ces entreprises dont le type (entreprise à investissements directs étrangers ou non) peut varier d'une année à une autre. En fait, l'entreprise adopte des stratégies et objectifs liés aux contextes nationaux et/ou internationaux.

Ainsi, dans son interprétation, lorsqu'un indice pour une année n considérée est inférieur à la valeur 100, cela signifie un niveau de la production industrielle inférieur à l'année $n-1$. Par contre, une valeur supérieure à 100 indique l'inverse.

2.3.2. La structure du tissu industriel

Dans sa construction, l'Indice global de Production Industriel dépend de la structure du tissu industriel. A cet égard, cette dernière mérite une attention particulière pour permettre une vision élargie du dynamisme du secteur.

Le tableau ci-dessous relate la variation structurelle du secteur industriel constitué par les Entreprises à Investissements Directs Etrangers entre la période 2008-2012. Il laisse apparaître l'impact des différents contextes et des politiques économiques entreprises au cours de cette période. En aval, des actions stratégiques peuvent être formulées et mises en œuvre pour parvenir à un point optimum pour l'économie malgache.

D'après les résultats de l'enquête, le tissu industriel des entreprises à investissements directs étrangers à Madagascar reste dominé par 5 divisions. Leur poids équivaut à 88,4% de l'ensemble du secteur industriel durant l'année 2012. Les industries du textile, « fabrication de textile » et « fabrication d'articles d'habillements » sont restées importantes. Toutefois, leur importance a connu une régression considérable en 2012 par rapport à l'année 2011. Cette baisse est observée au niveau de la division « fabrication de textiles » : baisse de 15 points de son poids entre 2011 et 2012.

Par contre, le poids des autres divisions a enregistré une hausse pour l'année 2012, par rapport à 2011.

Les activités de « fabrication de produits minéraux non métalliques » confirment leur place dans le secteur industriel composé par les entreprises à investissements directs étrangers à Madagascar. C'est la division qui a affiché la plus forte hausse entre 2012 et 2011 : son poids a augmenté de 5 points durant cette période. Ainsi, en 2012, elle est devenue la plus importante des industries à investissements directs étrangers à Madagascar, devant la « fabrication de textiles ».

Tableau 21. Evolution structurelle du tissu industriel

CODE CITI	LIBELLES CITI	Structure				
		2008	2009	2010	2011	2012
15	Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires	55,0%	12,6%	13,5%	12,6%	16,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	12,1%	17,9%	12,6%	12,7%	16,1%
17	Fabrication de textiles	6,3%	14,3%	26,8%	32,9%	17,5%
18	Fabrication d'articles d'habillements	11,3%	23,4%	12,1%	11,8%	14,3%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,0%	0,0%	1,4%	1,4%	1,6%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,2%	0,2%	0,5%	0,2%	0,4%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	-	0,3%	0,2%	0,2%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	2,4%	5,1%	6,7%	5,7%	3,4%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,2%	2,5%	1,0%	0,7%	1,1%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	10,6%	18,3%	20,8%	19,3%	24,4%
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	1,8%	5,5%	1,1%	0,4%	2,4%
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie			0,1%	0,1%	0,2%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non Classées Ailleurs	0,0%	0,1%	2,8%	1,6%	1,9%
37	Récupération	-	-	0,4%	0,3%	0,3%
Ensemble		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT (*) : Données rectifiées)

Les divisions « Industrie de boissons et fabrication de produits alimentaires » et « Fabrication de produits à base de tabac » complètent la liste des composants clés du secteur industriel. Respectivement pour l'année 2012, leurs poids ont été de 16,0% et de 16,1%, des niveaux également soutenus depuis l'année 2008. Par rapport à 2011, leurs poids ont progressé respectivement de 3,5 points et de 3,4 points.

A ce titre, de légers changements d'indice au niveau de ces divisions clés impliqueraient une variation significative de l'indice global qui représente l'ensemble du secteur industriel de ces entreprises à investissements directs étrangers.

2.3.3. L'Indice de Production Industrielle par division

L'enquête menée au cours de l'année 2013 a permis de produire les résultats définitifs de l'année 2012. L'année 2012 s'est ainsi clôturée avec une baisse de 10,6% du secteur industriel par rapport à l'année 2011. Il s'agit d'un coup de frein, surtout en comparaison de la performance enregistrée en 2011 par rapport à 2010.

En considérant l'évolution semestrielle de l'indice, il a été constaté que la régression enregistrée en 2012 a été tirée par la baisse de la production des entreprises au cours du premier semestre. Pour cette période, les entreprises ont enregistré une baisse de leur production de 14,3% contre -6,8% au cours du second semestre.

Au premier semestre de 2012, la baisse de la production a touché l'ensemble des industries à investissement direct étranger. Néanmoins, les résultats affichés au second semestre, enregistrés au niveau de quelques divisions, sont venus contrecarrer cette mauvaise performance.

Tableau 22. Evolution semestrielle de l'IPI par division (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile))

CODE	LIBELLES	2010		2011		2012		2013	
		1er sem.	2ème sem	1er sem.	2ème sem	1er sem	2ème sem	1er sem*	2ème sem**
CITI	CITI								
15	Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires	79	79	98,1	174,0	31,5	170,6	59,6	76,4
16	Fabrication de produits à base de tabac	115,5	109,5	101,2	91,1	100,3	101,4	100,0	100,0
17	Fabrication de textiles	116,6	129,4	121,0	83,2	93,4	24,9	122,6	124,8
18	Fabrication d'articles d'habillements	72,4	91,2	119,2	140,7	104,8	144,0	82,0	86,3
19	Industrie des Cuir et Chaussures	76,2	87,8	81,9	124,4	98,2	75,7	98,8	103,7
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	-	-	16,6	34,7	96,8	96,8	44,1	46,5
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	55,8	55,8	38,4	49,3	45,2	66,0	65,0	65,0
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	-	65,4	97,9	131,7	42,0	73,1	73,1
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	74,9	80,6	80,8	74,3	60,1	95,2	112,1	112,4
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	99,7	32,8	100,9	60,2	185,0	166,7	111,2	120,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	76,2	76,2	76,9	104,5	86,9	114,9	85,2	85,2
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	139,9	139,9	51,8	49,0	198,4	264,9	107,6	107,6
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie			82,8	91,4	38,2	57,2	161,0	161,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non Classées Ailleurs	98,5	103,6	120,0	109,6	84,4	129,8	75,2	75,3
37	Récupération	-	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	IPI	92,4	96,2	101,1	107,9	85,7	93,2	91,4	95,3

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT (*) : Données provisoires ; (**) Prévisions

En faisant attention aux types d'activités des entreprises, il ressort que la baisse de la production dans la division 17 ou « Fabrication de textiles » a été essentiellement à l'origine du recul de l'indice en 2012, d'autant plus que cette division a un poids considérable dans l'engrenage du tissu industriel. Plus particulièrement au second semestre, la baisse affichée par cette division a contribué à hauteur de -24,7 points à la variation globale par rapport à la moyenne semestrielle de l'année 2011.

Par contre, dans les divisions, autres que la « Fabrication de textiles » parmi les cinq plus importante la mauvaise performance enregistrée au premier semestre 2012 a été atténuée par les résultats du second semestre. La variation de la production des divisions « Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires » et « fabrication de produits minéraux non métalliques » illustre parfaitement ce phénomène. Au premier semestre, les contributions à la variation globale ont été respectivement de -8,6 points et de -2,5 points. Par contre, au second semestre, elles étaient respectivement de +8,9 points et +2,9 points.

En 2013, la production continue sa baisse. Au premier semestre, elle a régressé de -8,6% par rapport à la moyenne de l'année 2012. Cette situation provient des résultats des divisions « Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires », « fabrication de produits minéraux non métalliques » et « fabrication d'articles d'habillements ». Leurs contributions à la variation globale du premier semestre 2013 sont respectivement de -6,8 points, de -3,6 points et de -2,6 points. Par contre, une note positive est enregistrée en se référant aux résultats de la division « Fabrication de textiles » qui contribue à +4,0 points à la variation globale.

On en déduira alors des résultats provisoires de l'année 2013 que cette année enregistrerait probablement une diminution du niveau général de la production par rapport à l'année 2012.

2.3.4. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse

Selon leur utilisation, les biens produits par les entreprises peuvent être catégorisés en « Biens de consommation » destinés généralement à la consommation finale, et en « Biens intermédiaires » qui peuvent servir d'input pour d'autres unités de production. Par ailleurs, on peut également distinguer les « Produits alimentaires et d'industries agricoles ».

Tableau 23. Evolution semestrielle de l'IPI par nomenclature de synthèse (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile))

Nomenclature de synthèse	2010		2011		2012		2013	
	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.	1 ^{er} sem*	2 ^{ème} sem**
Produits d'industries agricoles et alimentaires	100,4	96,9	99,6	133,9	66,1	135,8	79,9	88,2
Biens de consommation	72,9	89,3	105,4	116,4	90,8	123,9	87,3	90,6
Habillement, cuir	72,4	91,2	115,4	139,0	104,1	136,6	83,7	88,0
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	-	-	65,4	97,9	131,7	42,0	73,1	73,1
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	74,9	80,6	80,8	74,3	60,1	95,2	112,1	112,4
Equipements du foyer	98,5	103,6	120,0	109,6	84,4	129,8	75,2	75,3
Biens intermédiaires	97,3	98,2	97,6	88,6	89,8	64,7	101,8	102,8
Produits minéraux	76,2	76,2	76,9	104,5	86,9	114,9	85,2	85,2
Produits d'industries textiles	116,6	129,4	121,0	83,2	93,4	24,9	122,6	124,8
Produits en bois, papier ou carton	42,2	42,2	36,0	47,7	48,7	68,1	62,3	62,6
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	83,1	64,9	84,1	73,8	75,1	102,8	111,0	113,3
Métaux et produits métalliques	139,9	139,9	51,8	49,0	198,4	264,9	107,6	107,6
IPI	92,4	96,2	101,1	107,9	85,7	93,2	91,4	95,3

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT (*) : Données provisoires ; (**) Prévisions

Selon cette catégorisation des biens produits par les entreprises, il ressort de l'étude que ce sont essentiellement les « Biens intermédiaires », à l'instar de l'année 2011 qui ont connu une diminution en terme de volume durant l'année 2012. Au cours du premier semestre 2012, cette baisse a été de -10,2% ; au second semestre, elle a été de -35,3% par rapport à la moyenne de l'année 2011. Les

Produits d'industries textiles et les Produits dérivés du bois ont été principalement les plus touchés. A la clôture de l'année 2012, les productions en volume de ces divisions ont reculé respectivement de -40,9% et de -41,6%.

Pour l'année 2013, les prévisions donnent par contre une croissance de la production des Biens intermédiaires par rapport à l'année 2012. Les résultats affichés par les produits textiles au premier semestre permettent, en effet, cet optimisme. L'évolution de la production en volume de ces produits est anticipée à +23,7%.

Les Produits d'industries agricoles et alimentaires ont stagné en 2012. Cette situation a découlé de l'évolution en dents de scie de la production semestrielle. Au premier semestre, la production a baissée de -33,9% ; par contre, elle s'est relevée au cours du second semestre avec une hausse de +35,8% par rapport à la moyenne de l'année 2011. Quant à l'année 2013, les résultats permettent d'estimer en baisse la production de produits d'industries agricoles et alimentaires : baisse de -15,9% par rapport à l'année 2012.

La production de Biens de consommations a connu une variation positive en 2012 par rapport à 2011, malgré la baisse enregistrée au premier semestre. Plus précisément, la variation de la production en volume de ces produits est de -9,2% au premier semestre, par contre, elle est en hausse de 23,9% au second semestre. Pour l'année 2013, contrairement à l'année 2012, les résultats donnent une régression de la production de biens de consommation. La prévision affiche une baisse de -11,0% par rapport à la moyenne de l'année 2012.

2.4. Les coûts de production des entreprises

Pour l'analyse des coûts de production des entreprises industrielles, cinq critères sont pris en compte : (i) les Matières premières et intrants, (ii) l'Energie et eau, (iii) les Recherches et Développement, (iv) les Prestations de services industriels, et (v) les autres services tels que le transport de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, de location et d'assurance, les services d'entretien et de réparation. En outre, une analyse temporelle permet d'apprécier l'impact d'une hausse sur la performance des entreprises et/ou le niveau général des prix.

Les coûts de production des entreprises dépendent fortement des secteurs d'activité dans lesquels elles exercent, en raison de la nature des intrants utilisés. Des facteurs d'ordre contextuel en général, et d'ordre économique en particulier, ont également des influences sur les coûts de production d'une entreprise.

Au cours de ces deux dernières années, parmi les facteurs économiques ont figuré l'insuffisance de la demande et les contraintes financières, évoqués par les dirigeants d'entreprises comme étant des facteurs bloquants. Face à ce contexte, pour maximiser leur profit, les entreprises ont minimisé leurs coûts de production.

Ainsi, en 2012, l'indice de production par unité de coût a cru de 0,36 point par rapport à l'année 2011, traduisant une hausse de la production pour une même unité de coût. Cet indice a été précisément de 1,79 en 2012 contre 1,43 en 2011, tous types d'activité confondus.

Par activité, le secteur « Industrie du bois » reste dans un état difficile depuis l'année 2009. L'indice de production par unité de coût s'établit à moins d'une unité dans ce secteur, soit 0,87 en 2009, et 0,84 en 2012.

En opposé, les entreprises du secteur « Fabrication de textile » ont eu l'indice le plus élevé au cours de l'année 2012 (2,53). Elles ont su minimiser leur coût face à la baisse de leur commande et ainsi dégager le maximum de profit par unité produite.

Tableau 24. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité

Code CITI	Activité	2009	2010	2011	2012	1 ^{er} sem 2013 (*)
15	Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires	0,87	0,99	1,19	1,09	0,98
16	Fabrication de produits à base de tabac	1,25	1,51	1,45	1,08	1,09
17	Fabrication de textiles	1,45	1,46	1,30	2,53	2,14
18	Fabrication d'articles d'habillements	1,48	1,02	1,86	2,37	2,49
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	nd	nd	1,42	1,95	1,70
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,87	nd	0,27	0,84	0,83
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	-	1,10	1,27	1,68
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	1,70	1,28	1,70	1,65	1,71
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,23	1,18	1,20	2,09	2,34
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	-	-	-	2,31	1,99
28	Fabrication d'ouvrages en métaux; travail des métaux	-	1,32	1,60	2,03	2,38
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	-	2,56	1,66	2,07	2,29
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	2,59	0,86	1,10	1,34	2,47
	Ensemble	1,27	1,15	1,43	1,79	1,69

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM- 2013, (*) : Données provisoires

Les résultats provisoires du premier semestre 2013 prétendent une année 2013 encore fructueuse en termes de production par unité de coût pour l'ensemble du secteur secondaire. L'indice correspondant s'est établi à 1,69 en fin du premier semestre.

En ventilant les coûts de production des entreprises du secteur secondaire, deux tendances opposées peuvent être observées depuis l'année 2009.

Une première reflète la diminution d'année en année du poids des intrants dans les charges liées à la production. De 69,4 pour cent en 2009, le poids qui revient aux intrants est passé à 59,8 pour cent en 2012 et à 54,6 pour cent au premier semestre 2013.

Une seconde tendance évoque l'accroissement soutenu des « autres achats de service » dans les charges liées à la production des entreprises. Cette rubrique englobe entre autres les transports de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, les frais de location et de location à bail, les achats de services d'entretien et de réparations, les frais pour tous services professionnels et les primes d'assurance. Pour l'année 2012, près d'un quart des dépenses ont été allouées à ces services, et au premier semestre 2013, cette proportion avoisine un tiers. En 2009, ce poste concernait 17,2 pour cent des dépenses totales liées à la production.

Tableau 25. Structure des coûts de production des entreprises (en %)

<i>Charges liées à la production</i>	2009	2010	2011	2012	1^{er} sem. 2013*
Intrants	69,4	71,4	60,1	59,8	54,6
Energie et Eau	7,7	7,0	8,9	12,3	12,5
Recherche et développement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achats de prestations de services industriels	5,6	5,7	7,6	3,9	4,1
Autres achats de services	17,2	15,8	23,4	24,0	28,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2013 ((*) : Données provisoires)

ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie d'enquête

I. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements étrangers au sein des entreprises résidentes à Madagascar provenant d'agents économiques non-résidents.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des avoirs et engagements financiers étrangers,
- Le flux d'investissement résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau de ces avoirs et engagements,
- Le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements.

II. Concepts et définitions

L'investissement international est composé de l'investissement direct étranger (IDE), de l'investissement de portefeuille (IPF) et des autres investissements.

- **Définition de l'investissement direct avec l'étranger :**

L'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

- **Définition de la relation d'investissement direct avec l'étranger :**

Tout lien direct ou indirect entre un résident de Madagascar et une entreprise établie sur un territoire étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur du territoire de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident - l'investisseur direct - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée - l'entreprise d'investissement direct - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une présomption de l'existence d'une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 % du capital ou 10 % des droits de vote.

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER (IDE)

L'IDE désigne les « investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI)².

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de :

- Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

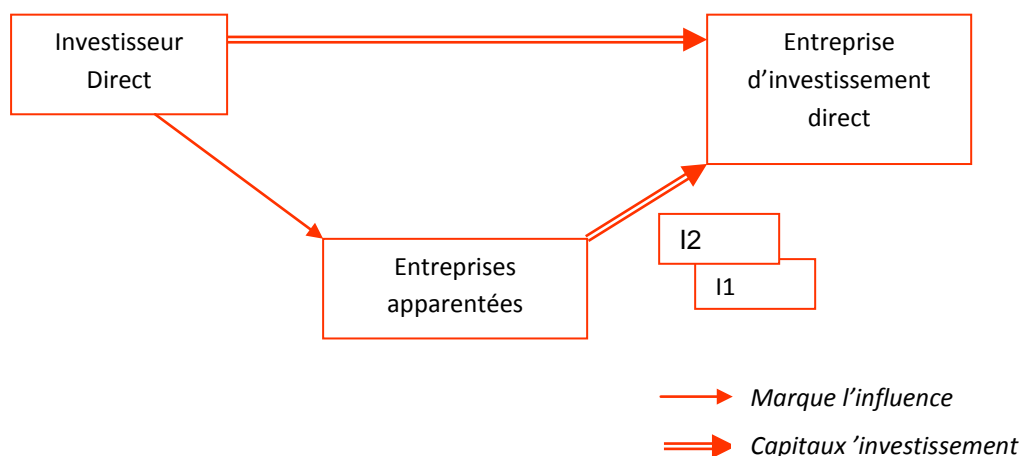
L'IDE désigne l'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 pour cent du capital ou 10 pour cent des droits de vote.

² Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993.

ILLUSTRATION DE L'IDE



Commentaires

Dans l'économie de l'investisseur direct, les transactions comptabilisées sont représentées par I1.

Dans l'économie de l'entreprise d'investissement direct, les transactions comptabilisées sont représentées par I1 et I2.

Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent en :

i) Capital social : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,

ii) Bénéfices réinvestis : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

iii) Autres transactions d'investissement direct : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

Entreprise d'investissement direct

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar **détient au moins 10 pour cent des actions ordinaires ou des droits de vote** (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

- i. Filiales** : un investisseur non résident détient plus de 50 pour cent du capital ;
- ii. Entreprises affiliées** : un investisseur détient au maximum 50 pour cent du capital ;
- iii. Succursales**, filiales à 100 pour cent ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

Investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10 pour cent ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

Entreprises apparentées

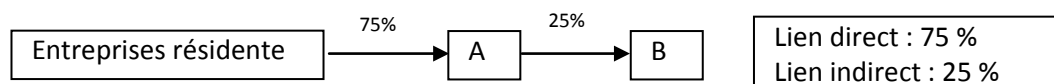
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même Société mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

Liens directs et indirects

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

Exemple :



INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE (IPF)

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leurs porteurs des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement, etc., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples : *couverture des risques, placement ou commerce*.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « *Investissement directs* » ni dans celle « *Investissement de portefeuille* ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que banques. Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les crédits commerciaux entre entreprises résidentes et non résidentes : recouvrent les créances et engagements créés du fait du crédit accordé directement par les fournisseurs et par les acheteurs pour les transactions portant sur des biens et services ;
- ii) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes : comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur) ;
- iii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iv) Les autres avoirs et autres engagements : couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme divers produits à recevoir et charges à payer.

STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENT

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

Le flux d'investissement concerne les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée (t_0 et t_1).

III. Couverture de l'enquête

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « *comportement* » de l'entreprise d'investissement direct.

IV. Champ de l'enquête

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Toutes les entreprises organisées sont retenues dans le champ de cette enquête.

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistique et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 12 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,
- Commerce,
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage et communications,
- Intermédiation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Autres Branches.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires et les institutions de microfinance) portant sur le stock de capital social et les Bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque Centrale. En ce qui concerne les entreprises qui ont refusé de répondre aux questionnaires, l'INSTAT a utilisé certaines données issues du fichier du Répertoire National des Établissements et celles des comptes nationaux. La compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

V. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est l'« *entreprise* », et non les établissements pour les raisons suivantes : i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

VI. Couverture Géographique

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)

Variables de calcul

- t : désigne la période courante de calcul de l'indice. t = 0 la période de référence des données annuelles collectées lors de l'enquête de base,
- e : désigne une entreprise,
- c : désigne un poste de la nomenclature CITI4 à 4 positions (activité)
- b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
- a : désigne un article
- Q : désigne les quantités produites
- P : le prix unitaire
- $V = Q \times P$: la valeur des quantités vendues
- Tx_e : représente le taux d'extrapolation de l'entreprise e représentant son poids dans le niveau c (et éventuellement corrigé manuellement pour tenir compte des défauts de l'échantillonnage).

Données initialement requises

- $P_{0,b,c,a,e}$: Prix d'un article a du niveau c CITI4 pratiqué par l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{0,b,c,a,e}$: Quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e à l'année de base 0
- $V_{0,b,c,a,e}$: Valeur d'un article a du niveau c CITI4 produite dans l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{t,b,c,a,e}$: Quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e durant la période courante t
- $\omega_{0,b,c} = \frac{V_{0,b,c}}{\sum (V_{0,b,c})}$: Pondération des indices élémentaires pour agréger les postes CITI4 en CITI2
- $\omega_{0,b} = \frac{VA_{0,b}}{\sum (VA_{0,b})}$: Structure valeur ajoutée des branches en 2000 servant de pondération pour agréger les indices CITI2 en IPI.

Procédure de calcul

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI4 .

$$V_{0,c,e} = 1/4 \times \sum V_{0,c,a,e} = Q_{0,c,a,e} \times P_{0,c,a,e} \quad \text{des articles a au niveau c de CITI4 de l'entreprise e à l'année de base 0 ;}$$

$$V_{t,c,e} = \sum (Q_{t,c,a,e} \times P_{0,c,a,e}) \quad \text{production en volume de l'entreprise e pour c à t au prix de l'année de base t.}$$

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI4

$$V_{0,c} = \sum (V_{0,c,e} \times tx_e) \quad \text{extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à l'année de base 0 ;}$$

$$V_{t,c} = \sum (V_{t,c,e} \times tx_e) \quad \text{extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à la période courante t.}$$

c)- Calcul de l'indice élémentaire au niveau CITI4 et agrégation en CITI2

$$I_{t,act} = I_{t,c} = \left(\frac{V_{t,c}}{V_{0,c}} \right) \times 100$$

$$I_{t,br} = \sum (I_{t,c} \times \omega_{0,c}) = \sum \left(\left(\frac{V_{t,c}}{V_{0,c}} \times \omega_{0,c} \right) \times 100 \right)$$

d)- Calcul de l'indice général synthétique IPI des indices de niveau CITI2

$$IPI = \sum (I_{t,br} \times W_{0,b})$$

Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût

Variables de calcul

- t : désigne la période courante de calcul de l'indicateur.
 e : désigne une entreprise,
 b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
 a : désigne un article
 Q : désigne les quantités produites
 P : le prix unitaire, sortie usine, hors taxe
 $V = Q \times P$ la valeur des quantités vendues, sortie usine, hors taxe
:
 C : désigne le coût de production de la quantité Q produite
 I : Indicateur de production par unité de coût

Données initialement requises

- $P_{t,b,a,e}$: prix d'un article a du niveau b CITI2 pratiqué par l'entreprise e à l'année t
 $Q_{t,b,a,e}$ quantité d'un article a du niveau b CITI2 produite par l'entreprise e à l'année t
 $V_{t,b,a,e}$ valeur d'un article a du niveau b CITI2 produite dans l'entreprise e à l'année t
 $C_{t,b,a,e}$ coût d'un article a du niveau b CITI2 produite dans l'entreprise e à l'année t

Procédure de calcul de l'indicateur de Production par unité de coût

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b,e} = \sum (Q_{t,b,a,e} \times P_{t,b,a,e})$$

$$C_{t,b,e} = \sum C_{t,b,a,e}$$

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b} = \sum V_{t,b,e}$$

$$C_{t,b} = \sum C_{t,b,e}$$

c)- Calcul de l'indicateur de production par unité de coût au niveau du poste de la nomenclature CITI2 et de l'indicateur moyen

$$I_{t,b} = \frac{V_{t,b}}{C_{t,b}}$$

$$I_t = \frac{\sum V_{t,b}}{\sum C_{t,b}}$$